

MOUVEMENTS

CARTONNERIE LACAUX

Arnaud Depouilly, 50 ans, succède à Stéphane de Gélis à la direction générale de la filiale du groupe CGW Packaging, spécialisée dans les plaques de carton ondulé. Depuis trois ans, il menait des missions de direction générale de transition.

CITEO PRO

Julien Dubourg est nommé président exécutif de la filiale de Citeo dédiée aux emballages professionnels. Depuis 2019, il était directeur clients et marketing de l'éco-organisme en charge des emballages ménagers. En parallèle, **Sabine Haltebourg** prendra la direction des opérations du nouvel ensemble le 1^{er} janvier 2025. Directrice déléguée de Citeo Pro depuis janvier 2024, elle avait été directrice régionale Île-de-France de Citeo de 2020 à 2023.

PERNOD RICARD

Carine Christophe revient au sein du groupe alcoolier français en qualité de directrice de la circularité et du packaging durable. Directrice du développement durable de l'entreprise entre 2010 et 2021, elle avait rejoint Sanofi, puis Bridgepoint, où elle était responsable senior climat et environnement.

TWICE

Patrick Nguyen-Duhamel, 57 ans, a été élu à la présidence de la filiale de Valorplast, candidate à la gestion de la future filière des emballages industriels et commerciaux au titre de la responsabilité élargie des producteurs (REP). Il est à la tête du distributeur de matières premières Stockmeier depuis 2020 après en avoir été le directeur financier pendant quinze ans.

UNIVERSAL ROBOTS

Anouk Chapard rejoint la filiale française du constructeur de cobots en tant que responsable du programme fabricant d'équipement d'origine (OEM) dans l'Hexagone. Elle dirigeait les ventes de Seretec Engineering (bureau d'études) depuis janvier 2023.

À LA RENCONTRE DE...



PHILIPPE BOLO

ITINÉRAIRE

1991 : ingénieur agronome (Ensa Rennes).

1994 : chef de projet à l'Institut national de la recherche agronomique (Inra) à Angers.

1996 : responsable du GIE Aqualis (systèmes d'informations géographiques), puis chef de projet chez ISL ingénierie.

2008 : conseiller municipal d'Avrillé (Maine-et-Loire) puis adjoint au maire.

2017 : député de la 7^e circonscription de Maine-et-Loire, réélu en 2022 et 2024.



Parce que la lutte contre la pollution plastique mobilise une part importante de son travail parlementaire, Philippe Bolo a bien intégré dans ses priorités, fin novembre, à Busan, en Corée du Sud, la cinquième session de négociation d'un traité international en visant la réduction. Et ce, loin des tumultes de l'Assemblée nationale, «encore que, en commission, il y a des moments où cela se passe bien, où l'on tombe assez facilement d'accord», indique le député de la 7^e circonscription de Maine-et-Loire de 57 ans, réélu en juillet dernier pour un troisième mandat.

Si Philippe Bolo s'intéresse depuis longtemps à la chose publique, il n'a jamais voulu en faire un métier. Il aborde d'ailleurs son rôle avec une relative distance, «sans pression particulière». Adolescent, ce Limousin d'origine veut enrayer la faim dans le monde. «Une belle illusion au vu de la situation aujourd'hui, remarque-t-il, même si le pire n'est jamais sûr», selon son expression favorite. Attiré par les sciences de la vie, il décroche un diplôme d'ingénieur agronome, spécialisé en hydraulique et climatologie agricole, à l'École nationale supérieure agronomique de Rennes (Ile-et-Vilaine). Dans la foulée, il part au Sénégal en qualité de volontaire du service national

en entreprise (VSNE) pour le compte du Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (Cirad). Là, il planche sur le suivi des productions d'arachide et de mil en fonction du climat et de l'environnement.

Politique publique

De retour à Angers en 1994, il entre à l'Institut national de la recherche agronomique (Inra, Inrae désormais) en tant que chef de projet. Il y pilote la cartographie des terroirs viticoles de l'Anjou pour conseiller les vignerons sur les meilleures pratiques à observer suivant les propriétés des sols. Deux ans plus tard, il écarte la proposition de l'Inra de consacrer une thèse à ce sujet et rejoint Aqualis, un bureau d'études qui veut développer les systèmes d'informations géographiques (SIG), outil qu'il utilise alors. Structuré en groupement d'intérêt économique (GIE), Aqualis réunit deux entreprises, ISL ingénierie et Aquascop, spécialisées l'une dans le génie civil hydraulique, l'autre, en biologie aquatique. Philippe Bolo réalise ainsi des cartes de synthèse sur l'érosion des sols, la qualité

de l'eau... En 2001, avec la fin du GIE, l'ingénieur devient chef de projet chez ISL ingénierie, puis directeur de l'agence d'Angers. Au fil des ans, il passe des études d'aménagement environnementales à des évaluations de politique publique – par exemple l'application de la directive nitrates en France – et à la conduite du changement sur des programmes d'infrastructures.

Durant cette période, ce père de trois filles s'installe à Avrillé, dans l'agglomération angevine, et fait ses premiers pas en politique. Inspiré de longue date par le centre et par les discours de l'ancien Premier ministre Raymond Barre, il est proche de l'Union pour la démocratie française (UDF) et adhère, par la suite, au Mouvement démocrate (Modem). «Le centre est un peu mon ADN, j'y retrouve du bon sens et de la pondération, car il y a de bonnes idées partout, explique-t-il. C'est un fil conducteur de mon parcours : j'aime écouter les gens, diagnostiquer un problème et trouver des solutions en fédérant.» Bientôt, Marc Laffineur, le maire d'Avrillé, et député de la circonscription, l'approche en vue du scrutin municipal de 2008. Élu, il a pour mission la ceinture verte et les jardins familiaux. En 2014, pour son deuxième mandat, il devient adjoint au maire délégué aux affaires scolaires. Il est aussi élu vice-président du syndicat intercommunal d'énergies de Maine-et-Loire, chargé des énergies renouvelables, de la maîtrise de la demande d'énergie et de l'approvisionnement énergétique.

En mai 2017, Marc Laffineur ne se représente pas aux législatives. Philippe Bolo, investi par le Modem, lui succède. Membre de la majorité présidentielle, il opte aussitôt pour la commission des Affaires économiques, qui traite aussi bien de l'agriculture que de l'énergie, du loge-

ment ou du tourisme, en phase avec ses propres compétences : «Il n'y a pas de politique publique si le pays ne produit pas de la richesse et ne peut pas la partager. Sans activité économique, il est impossible de financer l'école, la justice, la défense... C'est pourquoi je préfère aborder le sujet environnement sous cet angle et que j'ai une grande appétence pour l'économie circulaire, en capacité de générer des bénéfices pour l'environnement, pour les entreprises et pour l'État.» Il réussit également à siéger à l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques (OPECST). «Où je peux exprimer mon caractère scientifique, mon goût pour tout ce qui permet de comprendre, ma conviction qu'il faut mettre plus de science dans la politique publique.»

Coalition interparlementaire

Cela le mène à l'étude de la pollution plastique à partir de 2019. Alors qu'il intervient beaucoup sur l'énergie et son financement, mais aussi sur les conditions de développement de la vente en vrac, la grippe aviaire, le projet de loi Industrie verte..., il se voit confier un rapport sur

«MAIS C'EST BIEN
À LA POLLUTION
PLASTIQUE
QUE NOUS NOUS
ATTAQUONS,
ET NON AU
MATÉRIAU
LUI-MÊME.»

la pollution plastique des océans, en binôme avec la sénatrice Angèle Prévaille. Publié en 2020 et intitulé *Pollution plastique : une bombe à retardement?*, il vaut à ses auteurs des invitations à des échanges dans les établissements scolaires, les entreprises, les associations. «Au moins une par semaine», estime-t-il. S'y ajoutent une page sur son site Internet, pour en conserver la trace, un documentaire pour la télévision et d'autres travaux au sein de l'OPECST sur le recyclage des plastiques, leur impact sur la santé humaine ou encore les enjeux scientifiques du futur traité international

sur cette pollution. «Plus vous réfléchissez à ces enjeux, plus vous percevez les interactions, plus c'est riche et complexe.» Il profite également de la séquence parisienne de la négociation du traité en juin 2023 pour créer une coalition interparlementaire visant à mobiliser ses homologues du monde entier et à agir en réseau. Aujourd'hui, elle compte 26 membres de quinze pays, et peut-être bientôt des Coréens et des Américains. «Mais c'est bien à la pollution plastique que nous nous attaquons, et non au matériau lui-même. De même que ce n'est pas une croisade contre l'emballage. La vraie question est celle de l'usage unique. Avec ses implications sur la gestion des déchets, le modèle de consommation, les problématiques de santé publique, qui réinterrogent notre quotidien.» Le combat d'une vie? Cela dépendra de la ratification du traité – Philippe Bolo croit fermement à son adoption – qui, «pour ce genre de texte, peut prendre des années». Et tant pis s'il a dû renoncer au vélo tout-terrain (VTT) ou à la pêche en petite rivière dans le Massif central, et surtout au jardinage et à la culture de ses légumes! ●

Arnaud Jadoul